

Conseil communal Schuttrange
Séance du Conseil communal du 27.05.2020

Présents :

Le bourgmestre Jean- Paul JOST (Schëtter Bierger),
les échevins Claude Marson (LSAP) et Serge Thein (Schëtter- Bierger),
les conseillers Gilles ALTMANN (CSV), Alie ALTMEISCH-BROEKMAN (Schëtter-Bierger),
Vic BACK (Schëtter Bierger), Serge EICHER (DP), Nora FORGIARINI (Déi Gréng),
Jean-Pierre KAUFFMANN (DP), Liliane RIES-LEYDER (DP), Nicolas WELSCH (DP)

Le secrétaire communal Alain DOHN

Le bourgmestre Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) accueille les conseillers, la presse et les citoyen(ne)s présent(e)s à l'occasion de cette cinquième séance de 2020. Il souligne qu'à la demande du parti Déi Gréng – Schëtter, un avis de la commune de Schuttrange doit être discuté comme point supplémentaire 7 à l'ordre du jour dans le cadre d'une consultation publique en Belgique sur la future stratégie pour la gestion à long terme des déchets actifs hautement actifs et/ou radioactifs à long terme.

Au début, le bourgmestre fait un rapport de la situation dans la commune marquée par la pandémie COVID-19 :

- La reprise des activités scolaires et de garde d'enfants au 25 mai s'est bien passée, grâce aux importants préparatifs des semaines précédentes. Au nom de la commune, le bourgmestre Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) en remercie le personnel et la direction de l'école et de la Maison Relais ainsi que les parents, le personnel d'accueil, les ouvriers, le délégué à la sécurité, les services communaux et la police. Au nom du groupe DP, Liliane RIES-LEYDER (DP) remercie également toutes les personnes impliquées pour l'organisation impressionnante de la rentrée scolaire et de toutes les activités dans le cadre de l'enseignement à domicile « homeschooling ».
- La distribution des 50 masques supplémentaires mis à disposition par l'État se déroule sans problème depuis le 25 mai 2020.
- Le bourgmestre Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) saisit cette occasion pour remercier le gouvernement pour son travail, même si les décisions à prendre n'ont pas toujours été faciles, mais dans l'intérêt de la santé des citoyens. La commune a toujours bénéficié du soutien de l'État ainsi que d'informations et d'instructions précises. Il souligne que, malgré la réouverture, la situation n'est pas encore terminée et qu'il faudra encore faire preuve de prudence.
- Les nombreuses demandes de la part des associations sont traitées au cas par cas et avec prudence. Alors que pour le tennis et la pétanque, le seul jeu (sans leçons) a été autorisé conformément aux mesures d'hygiène et aux règles de distanciation édictées par le gouvernement, pour le football, l'on attend la présentation d'un concept annoncé par le club. Pour des raisons de sécurité et

aussi de logistique, comme la désinfection régulière, la régulation de la distance sociale, etc., il ne sera pas possible de rouvrir toutes les salles de sport dans l'immédiat. Les clubs sont donc invités à faire preuve de compréhension.

- La plupart des employés communaux travaillent à nouveau dans l'administration communale, tout en prestant du télétravail certains jours. Pour les personnes vulnérables souhaitant travailler sur place, des mesures de protection spéciales ont été prises et 3 employés ont obtenu un congé pour raisons familiales.
- Pour ce qui est de l'impact financier sur les finances communales, grâce à une estimation approximative basée sur les informations fournies par le ministère, la perte de recettes est estimée à environ 2,9 millions d'euros, si bien que l'excédent ordinaire du budget devrait diminuer de 6,2 millions d'euros à 3,4 millions d'euros. En ce qui concerne le surplus de 250 000 euros, l'on prévoit un déficit de 2,6 millions d'euros qui il pourrait être compensé par le budget extraordinaire. Une évaluation finale ne pourra être faite qu'ultérieurement, lorsque la situation sera plus claire.
- En raison de la pandémie COVID 19 au sens large, des plaintes concernant des activités aériennes sportives excessives et illégales au-dessus de Neuhaeusgen ont été reçues en mai, qui ont été résolues de manière satisfaisante après l'intervention du ministère.
- Le PAP de la commune a été publié aujourd'hui et entrera en vigueur la semaine prochaine. Une plainte a été déposée relative à un projet de « Couloir pour projets de mobilité douce ».
- Les transports sont actuellement planifiés en vue du démarrage différé du chantier de la rue du Village en juin 2020 en raison des restrictions COVID-19 et de la fermeture du Vieux-Schuttrange. Les autres chantiers se poursuivent. Selon une circulaire du Ministère de l'intérieur, la commune essaiera d'œuvrer en faveur des cafés et restaurants qui souhaitent proposer une restauration en pleine air dans un lieu public, à condition que les règles de sécurité soient respectées.

L'échevin Claude MARSON (LSAP) complète les points suivants :

- Un mBox, à savoir un parking à vélos verrouillable destiné à protéger contre le vol en cas de continuation de son déplacement avec d'autres transports publics, est actuellement en construction à la gare de Munsbach. Une station de recharge électrique y sera également installée sur deux places de parking réservées aux voitures électriques.
- Un nouveau défibrillateur a été installé au chalet des scouts à Neuhaeusgen.
- À Schrassig, l'installation des luminaires à LED pour l'éclairage des passages piétons est presque terminée et, après avoir été démonté le week-end du 1er juillet, le pont endommagé sera remplacé les 10 et 11 juillet par un pont provisoire avec chemin pour piétons qui sera ouvert à la circulation à la fin du mois de juillet après les travaux d'aménagement de la route.

L'échevin Serge THEIN (Schëtter Bierger) ajoute :

- En réponse aux questions du conseiller Jean-Pierre KAUFFMANN (DP) sur l'école de musique régionale Syrdall : les 219 inscriptions pour 2020/2021 concernent 126 élèves. **Les aides étatiques se sont élevées ces dernières années à**
 - 2016/2017: 54,2 %

- 2017/2018: 57,97 %
 - 2018/2019: 52,5 %
 - 2019/2020: Les chiffres ne sont pas encore disponibles.
- Rapport sur la 2ème réunion du comité du syndicat SIGI le 19.05.2020
 La présentation des activités comprenait entre autres la certification du SIGI pour la digitalisation et le nouveau produit SIGINOVA. L'aperçu financier, qui a été adopté avec une abstention, a révélé des économies de coûts du fait que le déménagement n'a pas encore eu lieu et de l'annulation de certaines licences Oracle, compte tenu des augmentations de coûts grâce aux Chèques services. La réduction des dépenses se traduit par un remboursement de 1,79 centime d'euro par habitant aux communes, ce qui représente pour Schuttrange un montant total de 7 186,34 euros. Outre les questions de personnel, il y a encore eu l'approbation de la convention signée avec myEnergie dans le cadre du Pacte climat 2.0. En ce qui concerne l'inventaire des licences Microsoft, il a été annoncé que c'est aux communes elles-mêmes de décider si elles veulent continuer à travailler avec des licences MS Office payantes et les prolonger annuellement, ou avec d'autres alternatives telles qu'Open Office.

Sur la question du conseiller Serge EICHER (DP) concernant l'approbation de la convention pour le « Schëtter Jugendhaus », le bourgmestre Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) informe qu'il existe une convention générale entre Caritas et la LASEP.

L'ordre du jour est ainsi traité comme suit :

1. Enseignement fondamental

1.1. Nomination d'un responsable d'école pour l'année scolaire 2020/2021

M. Pascal PETERS est à nouveau nommé responsable de l'école de Munsbach.

> L'approbation est donnée à l'unanimité.

1.2. Approbation de l'organisation provisoire de l'enseignement fondamental pour l'année scolaire 2020/2021

Pascal Peters présente en détail l'organisation scolaire provisoire pour l'année scolaire 2020/21, sur laquelle la commission scolaire a donné un avis positif. Pour 355 enfants actuellement inscrits (cycle 1/précoce : 44 dans 3 classes ; cycle 1 : 80 dans 5 classes ; cycle 2 : 71 ; cycle 3 : 86 ; cycle 4 : 77), 678 heures sont allouées par semaine. Le nombre d'heures potentielles à prester par le personnel enseignant est de 568 heures, si bien qu'il reste 110 heures à pourvoir officiellement après annonce. Le coefficient de prise en charge total est de 1,8375, ce qui signifie 1,8375 heures d'enseignement direct par enfant et par semaine. Les 23 heures de soutien pédagogique spécial prévues pour les enfants présentant des déficits scolaires et des besoins particuliers ainsi que les 16,5 heures par semaine dans le cadre du projet orthopédagogique « GO » ne sont pas incluses dans le quota. Il en va de même pour les heures hebdomadaires du nouveau projet spécial « Atelier » avec cours de codage, de robotique et d'autres activités créatives pour les enfants des cycles 1 à 4. Dans le cycle 1, la commune de Schuttrange fournira un accompagnateur pour les

excursions en forêt, etc. A la demande du conseiller Serge EICHER (DP), Pascal PETERS explique les détails des changements au niveau de l'effectif de l'école. En réponse à une question du conseiller Nicolas WELSCH (DP) sur la nécessité d'agrandir l'infrastructure scolaire, le bourgmestre Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) a indiqué qu'un groupe de travail a été mis en place pour planifier l'agrandissement du complexe scolaire, impliquant entre autres les représentants des parents, de l'école et de la Maison Relais, ainsi qu'un bureau d'ingénieurs et d'architectes, qui fait actuellement le point sur la situation.

> L'approbation de l'organisation provisoire de l'enseignement fondamental pour l'année scolaire 2020/2021 est effectuée à l'unanimité.

1.3. Création de deux postes à temps partiel pour l'année scolaire 2020/2021 pour assurer la supervision et le suivi du cycle 1 de l'enseignement fondamental et pourvoir l'un des postes.

Deux postes à temps partiel de 8 et 6,5 heures par semaine pour assurer, d'une part, les heures de supervision et, d'autre part, l'accompagnement des classes du cycle 1 lors d'excursions en forêt, de leçons de piscine etc. sont demandés. Le poste de 8 heures sera à nouveau attribué à Mme Marianne Zellweger pour l'année scolaire 2020/21. Les 6,5 heures seront couvertes par le personnel de la Maison Relais.

> L'approbation est donnée à l'unanimité.

1.4. Approbation du Plan d'Encadrement Périscolaire (PEP) pour l'année scolaire 2020/2021

M. Pascal Peters présente en détail le plan d'accueil extra-scolaire élaboré par un groupe de travail composé d'enseignants et d'éducateurs et portant sur les responsables, les infrastructures, les horaires, les règles de conduite et les projets prévus (PEP) pour l'année scolaire 2020/2021 (dont les colonies de vacances, le recyclage, le projet pédagogique en coopération avec BEE Secure et la police, Makerspace, etc.) Le PEP peut être adapté à tout moment en cas de modification des conditions générales.

Le bourgmestre Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) suggère que l'extension du campus de l'école soit prise en compte et a confirmé l'excellente coopération entre l'école/la Maison Relais et l'administration communale.

> Le Plan d'Encadrement Périscolaire (PEP) pour l'année scolaire 2020/2021 est approuvé à l'unanimité.

1.5. Approbation du plan de développement scolaire (PDS) pour la « Schoul An der Dällt » à Munsbach

Joëlle Max présente le Plan de Développement Scolaire (PDS), avec lequel l'école fixe tous les trois ans ses objectifs d'orientation, en fonction de ses besoins. Le PDS, qui en est actuellement à sa deuxième année d'existence et se poursuivra de 2018 à 2021, a pour principaux objectifs d'améliorer le bien-être de tous les acteurs scolaires et de renforcer la communauté scolaire pour qu'elle

puisse travailler efficacement ensemble. Ces objectifs et leurs sous-objectifs, qui resteront d'actualité au cours de la prochaine année scolaire, seront déclinés dans tous les cycles par des activités spécialement conçues à cet effet. Un exemple frappant est le succès flagrant de la mise en œuvre du sous-objectif « Nouveaux médias », où le planning réel a été largement dépassé par les activités d'enseignement à domicile de ces dernières semaines, ce qui a fait largement progresser les enseignants, les élèves et aussi les parents. L'objectif de sentiment communautaire a été mis en œuvre non seulement par des activités spécifiques aux cycles, mais aussi par des activités transversales. Le plan de développement scolaire de cette année comporte en annexe une liste de projets existants et ayant fait leurs preuves, qui seront maintenus pour la prochaine année scolaire. L'évaluation de la mise en œuvre des sous-objectifs, qui devait en fait être réalisée d'ici la fin de l'année scolaire, sera reportée à la fin du mois de juillet en raison des autres priorités actuelles. Après l'évaluation, un inventaire général sera effectué, de même que la définition de nouveaux sous-objectifs avant le début des travaux sur le nouveau PDS.

> L'approbation du Plan de développement scolaire (PDS) est unanime.

1.6. Sensibilisation au concept pédagogique « Pédagogie sociale à l'école »

Joëlle Max présente le projet « Pédagogie sociale à l'école » de l'assistant social scolaire Pit Cales, soutenu conjointement par l'école et la Maison Relais. Son poste a été créé dans un contexte de prévention de la violence. Il est important que l'école puisse compter sur une personne qui assure l'interface entre l'école et la Maison Relais ou d'autres structures d'accompagnement.

En tant que point de contact socio-pédagogique pour les enseignants, les parents et les élèves, son domaine de travail actuel comprend surtout les discussions de résolution de problèmes, la résolution de conflits, l'orientation vers la non-violence, la construction/développement de compétences sociales, la prévention du harcèlement, etc. Le travail présenté consiste en un concept de base théorique et pédagogique de la fonction d'assistant social scolaire et une annexe à mettre à jour annuellement avec des projets issus du travail concret sur le terrain. Le bourgmestre Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) apprécie grandement le travail de Pit Cales et l'élaboration du concept, tout comme le conseiller Jean-Pierre KAUFFMANN (DP), qui s'intéresse à la part des activités de résolution des conflits. Pour l'instant, aucune statistique n'est disponible sur la proportion des différentes activités, mais celles-ci seront à l'avenir présentées dans un rapport annuel.

> Le concept pédagogique « Pédagogie sociale à l'école » est accueilli favorablement.

1.7. Approbation d'une modification de la convention pour l'offre de cours de natation

En raison de l'annulation des cours de natation due à la pandémie du Corona, la convention conclue avec Annick Zimmer pour la prestation de cours de natation jusqu'à la fin de l'année scolaire doit être modifiée en une activité d'assistante

à la bibliothèque de l'école portant sur deux jours par semaine de 8 heures à 13 heures.

> L'approbation est donnée à l'unanimité.

2. 2. Finances communales

2.1. Approbation de l'état des restants à la fin de l'année 2019

Au 20 mai 2020, le budget résiduel s'élève à un total de 167 700,22 euros, dont 1 222,22 euros sont à amortir. Dans l'intervalle, un paiement de 20 875 euros a été enregistré.

Par rapport aux années précédentes, certains des points qui étaient en suspens depuis longtemps ont été réglés. Comme l'explique le bourgmestre Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger), on peut s'attendre à de nouveaux paiements, dans la mesure où le retard de paiement aurait été une conséquence des restrictions liées à la crise.

> L'état des restants pour l'exercice 2019 a été approuvé à l'unanimité et décharge a été donnée pour les recettes communales pour un montant total de 1 222,22 euros.

> L'approbation est donnée à l'unanimité.

2.2. Approbation des comptes administratifs pour l'année 2018

Le contexte est le suivant : les comptes administratifs du receveur communal approuvés par le conseil communal dans le cadre de la présentation du budget doivent être soumis à nouveau au conseil communal pour approbation finale après contrôle du Ministère de l'intérieur. Le bourgmestre Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) explique en détail le contexte spécifique des commentaires du Ministère de l'Intérieur, qui sont qualifiés de peu graves, ainsi que les approches de solution envisagées par la commune. La priorité est de veiller à ce qu'à l'avenir, les commentaires soient soumis au ministère dans les temps impartis. Dans les cas pertinents, le conseiller Serge EICHER (DP) suggère une attribution plus rigoureuse des contrats par le biais de la procédure d'allocation de marchés publics. Le conseiller Nicolas WELSCH (DP) regrette au plus haut point que 29% seulement du volume du budget extraordinaire ait été mis en œuvre en 2018. Des projets avaient été planifiés pour 19 millions d'euros, puis on avait promis des travaux pour 9,1 millions d'euros lors de l'ajustement budgétaire et finalement il ne reste qu'un maigre résultat de seulement 5,5 millions d'euros de projets effectivement réalisés. Le conseiller Nicolas WELSCH (DP) suggère une planification réaliste et une approche plus dynamique de la part du collège échevinal. Le bourgmestre Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) répond que tous ceux qui ont déjà eu affaire aux finances communales savent que les crédits du budget extraordinaire ne sont jamais entièrement dépensés. Certaines ressources financières seraient prévues, qui seront dépensées plus ou moins rapidement selon l'avancement des projets. Il souligne que ce n'est pas le budget extraordinaire, mais le PPF, à ajuster en permanence, qui est l'instrument le plus significatif pour une vision à long terme. Pour de nombreux projets approuvés, la planification a commencé entre-temps, les projets sont prêts à être discutés et l'argent est investi, chaque dépense étant

soigneusement pesée. C'est surtout, l'extension prochaine des bâtiments scolaires qui implique des investissements élevés.

> Les comptes administratifs pour l'année 2018 sont approuvés à l'unanimité.

2.3. Présentation des comptes du collège échevinal pour l'année 2018

> Les comptes présentés par le collège échevinal pour l'année 2018 sont approuvés à l'unanimité.

2.4. Approbation des recettes pour l'année 2019

> Par la suite, les recettes extraordinaires pour l'année 2019 s'élevant à 19 723 euros sont approuvées à l'unanimité.

2.5. Fixation des taux d'imposition de l'impôt foncier pour l'année 2021

Suite à l'adaptation, l'année dernière, des taux d'imposition de la taxe foncière pour la catégorie B1 (immeubles à usage commercial) de 400 % à 600 %, il est proposé de maintenir les taux en vigueur comme suit :

- Impôt foncier A : 295 %
- Impôt foncier B1 : 600 %
- Impôt foncier B2 : 295 %
- Impôt foncier B3 : 145%
- Impôt foncier B4 : 145 %
- Impôt foncier B5 : 295 %
- Impôt foncier B6 : 295 %

Le groupe DP plaide pour un abattement fiscal indépendant du résultat d'exploitation des entreprises déjà accablées par la crise sanitaire, en ramenant l'impôt foncier B1 à l'ancien niveau. Dans la discussion qui s'ensuit, le bourgmestre Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) souligne que la taxe foncière pour les bâtiments commerciaux en 2019 avant l'augmentation de 200 % était comparativement très faible, même en tenant compte des avantages de l'emplacement dans la commune. La mesure n'aurait pas non plus donné lieu à des plaintes du public. Sans vouloir interférer dans la répartition des tâches par l'État, la commune soutiendra, dans la mesure du possible, les entreprises ayant besoin d'aide avec les moyens dont elle dispose.

> L'approbation a été donnée par sept votes en faveur et quatre contre.

2.6. Fixation des taux d'imposition des entreprises pour l'année fiscale 2021

En signe d'appréciation et pour soutenir les entreprises situées sur le territoire de la commune, le taux d'imposition de la taxe professionnelle restera inchangé au faible niveau de 225 % pour l'année fiscale 2021.

> L'approbation est donnée à l'unanimité.

3. Affaires sociales

3.1. Approbation d'un contrat pour la mise à disposition et l'occupation d'un logement social à Schuttrange, Rue Principale

Compte tenu des conditions plus difficiles dans la recherche d'un nouvel appartement pendant la pandémie de Corona, le contrat de location expirant pour le logement social de la rue principale à Schuttrange doit être prolongé pour la période du 01.05.2020 au 30. 04.2021.

> *L'approbation est donnée à l'unanimité.*

3.2. Approbation d'un contrat pour la mise à disposition et l'occupation d'un logement social à Schrassig, Fuussebur

Pour les raisons mentionnées au point 3.1, le contrat de location expirant pour le logement social à Schrassig, Fuussebur doit également être prolongé pour la période du 01.05.2020 au 30. 04.2021.

> *L'approbation est donnée à l'unanimité.*

3.3. Approbation d'une convention pour l'organisation du Service de proximité et des soins à domicile « Handreechen Schëtter » avec l'asbl « Aarbechts-hëllef »

En raison des besoins existants, la convention existante avec « Aarbechtshëllef » concernant le service « Handreechen Schëtter » pour les citoyens éligibles âgés de plus de 60 ans ou souffrant d'un handicap ou récemment sortis de l'hôpital doit être complétée par des services de ménage, de nettoyage et de blanchisserie. Actuellement, trois personnes bénéficient de ces services de « l'Aarbechtshëllef » et une autre profite des services parallèles offerts par le CIGR. Compte tenu des différents tarifs (CIGR : 12 euros par heure, Aarbechtshëllef: 14,50 euros) et afin de maintenir des conditions de concurrence équitables (le CIGR reçoit un financement forfaitaire supplémentaire de la commune par le biais des cotisations), « Aarbechtshëllef » facturera aux citoyens un tarif horaire de 12 euros et à la commune la différence entre ce tarif et les coûts réels de 19 euros par heure. L'offre, valable à partir du 1er juin, est limitée à 4 heures par semaine par bénéficiaire. La convention se déroule d'année en année. Le conseiller Serge EICHER (DP) rappelle que l'indexation doit être prise en compte.

> *L'approbation est donnée à l'unanimité.*

4. Urbanisme

4.1. Approbation d'un plan et d'un devis pour une canalisation d'eau potable entre le Parc d'Activités Syrdall et la station d'épuration d'Uebersyren

Un collecteur d'eau devra être installé le long de l'autoroute afin de permettre de recueillir l'eau contaminée au glycol rejetée de l'aéroport et l'amener à la station d'épuration d'Uebersyren par une conduite séparée. La commune souhaitait ce projet afin de dévier une conduite d'eau entre le Parc d'Activités Syrdall à Munsbach et la rue de Mensdorf vers la station d'épuration jusqu'à Uebersyren. Le coût total de ce projet s'élève à 700 000 euros, honoraires compris. Pour le projet de piste cyclable reliant la vallée de la Syre à la plateforme de transfert vers Luxembourg-Ville, le Ministre de la Mobilité a été contacté en vue d'une contribution au financement. En réponse à l'objection du

conseiller Serge EICHER (DP) selon laquelle seulement 260 000 euros avaient été budgétisés, le bourgmestre Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) explique qu'il fallait planifier cette partie du projet de construction globale complexe affectant la commune en tenant compte de nombreux facteurs inconnus et qu'en particulier, les travaux d'excavation étaient considérablement plus coûteux que prévu. Le PPF doit donc être adapté en conséquence. Sur demande du conseiller Nicolas WELSCH (DP) quant à savoir si la piste cyclable avait déjà été incluse dans la planification du collecteur d'eaux usées reliant l'aéroport à la station d'épuration, le bourgmestre Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) lui a expliqué que le bureau de planification avait confirmé que la construction de cette piste était possible en principe et que de plus amples détails seraient clarifiés lors d'une prochaine réunion avec le ministère.

> L'approbation est donnée à l'unanimité.

4.2. Approbation d'une convention pour l'installation et l'entretien d'un chargeur pour autobus électriques

La commune mettra son terrain à la disposition de la société de transport Voyages Emile Weber, moyennant une redevance d'un euro par an, pour installer un transformateur et une station de recharge à « Schëtter Haardt » à Neuhaeusgen, où les bus sont amenés à tourner, afin de recharger les bus électriques. La convention, dont la validité court d'année en année, débutera le 1er juin 2020.

> L'approbation est donnée à l'unanimité.

5. Droit de préemption

5.1. Décision relative à l'exercice d'un droit de préemption sur un terrain situé à Neuhaeusgen, rue de la Vallée

> Le conseil communal renonce à l'unanimité à l'exercice du droit de préemption sur un terrain de 10,39 AR à Neuhaeusgen, rue de la Vallée, pour un prix d'achat de 1.150.000 euros.

6. Questions relatives au personnel

6.1. Création d'un poste d'employé communal, catégorie B, groupe B1 (ancienne carrière D), sous-groupe administratif pour le secrétariat communal, le service pédagogique et les structures d'accueil

> Le conseil communal décide à l'unanimité de créer un poste d'employé communal pour le secrétariat communal, le service scolaire et les structures d'accueil.

7. Point à l'ordre du jour proposé par le parti politique « Déi Gréng - Schëtter »

7.1. Commentaires de la commune de Schuttrange lors de la consultation publique en Belgique sur la future stratégie pour la gestion à long terme des déchets hautement actifs et/ou radioactifs à long terme

La conseillère Nora FORGIARINI (Déi Gréng) explique le contexte et le contenu de la résolution soumise dans le but de participer à la consultation publique. L'autorité belge pour les déchets nucléaires (Ondraf) a publié le 15 avril une

consultation publique sur une future stratégie pour le stockage souterrain des déchets nucléaires, à laquelle les citoyens et les communes peuvent réagir, y compris sur une base transfrontalière, d'ici le 13 juin 2020. L'étude d'impact sur l'environnement mentionne déjà sept formations rocheuses belges proches de la frontière luxembourgeoise comme possibles sites de stockage définitif des déchets, dont les strates géologiques s'étendent vers le Luxembourg (par exemple la Gaume, qui commence à 5 km de la frontière, ou le Synclinal de Neufchâteau, qui se prolonge sur le Lac de barrage). Comme le souligne la conseillère Nora FORGIARINI (Déi Gréng), il y a un manque de transparence dans l'approche et des incohérences (notamment un manque de considération des risques transfrontaliers tels que l'approvisionnement en eau du Grand-Duché, le conflit avec la convention d'Espoo et la directive européenne sur l'évaluation de l'impact environnemental). De plus des centrales nucléaires de Cattenom et Tihange, qui sont situées à la frontière luxembourgeoise, un dépôt de déchets nucléaires risque maintenant d'être construit sur le pas de la porte, sans que l'on connaisse les effets à long terme sur la santé et la sécurité des citoyens. Dans ce contexte, elle encourage la participation active du plus grand nombre possible de communes, d'organisations et de citoyens pour influencer le gouvernement belge.

Par rapport à la résolution proposée par le syndicat communal Syvicol, la résolution du parti « Déi Gréng » se distingue par trois paragraphes supplémentaires, qui visent à faire entendre une voix plus différenciée aux autorités belges.

Il est à noter que la résolution ne peut être soumise que par courrier postal avant la date limite. La Ville de Luxembourg a déjà adopté la résolution, de même que la commune de Roeser avec un ajout.

Lors de la discussion qui suit, les conseillers Nicolas WELSCH (DP) et Serge EICHER (DP) accueillent favorablement cette motion qui a pour but d'assurer la sécurité des habitants de la commune de Schuttrange. C'est pourquoi le DP soutiendra cette motion. Il faut toutefois rappeler que le Luxembourg continue à se procurer 10,4 % de son énergie électrique à l'étranger sous forme d'énergie nucléaire, tout en éliminant les déchets nucléaires (par exemple les déchets médicaux) en Belgique. L'élimination des déchets nucléaires existants constitue un véritable problème. Cependant, la motion à l'examen soulèverait des critiques sans que des solutions alternatives soient proposées et « Déi Gréng » n'aurait pas non plus de solution alternative. À ce jour, les déchets nucléaires sont temporairement stockés en Belgique, avec des risques élevés, et il est compréhensible que l'État belge cherche une solution définitive. Toutefois, cette solution définitive ne doit présenter aucun risque pour les habitants du Grand-Duché. En tant qu'État souverain, la Belgique peut faire ce qu'elle veut dans son propre pays, mais il convient de noter que la consultation publique doit identifier les risques éventuels pour les pays voisins et que tout doit être fait pour les minimiser.

Le bourgmestre Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) propose d'ajouter à la résolution un passage invitant le Ministre de l'Environnement à informer régulièrement les communes sur l'état d'avancement de la mise en œuvre de la future stratégie pour la gestion à long terme des déchets hautement actifs et/ou

radioactifs à long terme en Belgique et à les impliquer dans la procédure dès qu'un site proche du Luxembourg sera retenu.

> *Le conseil communal décide à l'unanimité :*

- de rejeter le projet de plan de stockage géologique proposé par les autorités belges compétentes dans sa version actuelle;
- de reporter la consultation publique jusqu'à ce que le projet de plan de stockage géologique des déchets hautement actifs et/ou radioactifs à long terme ait été finalisé et rendu plus objectif et jusqu'à ce qu'un véritable débat de société ait été lancé sur le moyen le meilleur ou le moins nocif de stocker les déchets hautement actifs et/ou radioactifs à long terme.

8. Questions écrites des conseillers

Il n'y a pas de questions écrites des conseillers.



Schuttrange Municipal Council
Session of the Municipal Council of 27.05.2020

Present:

The mayor, Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger)
the Aldermen, Claude MARSON (LSAP) and Serge THEIN (Schëtter Bierger),
the Councillors, Gilles ALTMANN (CSV), Alie ALTMEISCH-BROEKMAN (Schëtter Bierger),
Vic BACK (Schëtter Bierger), Serge EICHER (DP), Nora FORGIARINI (Déi Gréng), Jean-Pierre
KAUFFMANN (DP), Liliane RIES-LEYDER (DP), Nicolas WELSCH (DP)

The municipal secretary, Alain DOHN

Mayor Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) welcomes the councillors, the representatives of the press and the citizens present at this fifth meeting in 2020 and points out that, at the request of the “Déi Gréng-Schëtter” party, a statement by the municipality of Schuttrange is to be discussed as an additional item 7 on the agenda within the framework of a public consultation in Belgium on the future strategy for the long-term management of high-level and/or long-lived radioactive waste.

In the beginning, the mayor reports on the situation in the municipality because of the COVID-19 pandemic:

- The resumption of school and childcare activities on 25 May went well, thanks to extensive preparations over the previous weeks. Mayor Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) expresses the gratitude of the municipality to the staff and management of the school and childcare facilities (Maison Relais), as well as to the parents, the reception staff, the workers, the security contingent, the municipal services and the police for this. On behalf of the DP group, Liliane RIES-LEYDER (DP) also thanks all those involved for the impressive organisation of the start of school and all activities in promoting home schooling.
- The distribution of fifty additional respirators provided by the state has been running smoothly since 25 May 2020.
- Mayor Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) will take this opportunity to thank the government for its work, and even if the decisions taken were not always easy, they were in the interest of all citizens' health. The municipality had always received support from the state, as well as precise information and instructions. He points out that, despite the reopening, the situation is not over yet and that we still need caution.
- The numerous requests from sports clubs are handled with caution on a case-by-case basis. For tennis and pétanque, play - without lessons - has been permitted in accordance with hygiene measures and distance rules stipulated by the government. For football, a plan devised by the clubs for resuming play is awaited. For safety, as well as logistical reasons such as ensuring regular

disinfection, regulating social distance, etc., it will not be possible to reopen all sports halls at once. The clubs are therefore asked for their understanding.

- Most municipal staff is working in the municipal administration again while maintaining teleworking on certain days. For vulnerable people who wanted to work on site, special protective measures were taken. Three employees were granted leave for family reasons.
- With regard to the impact on the municipal finances, a rough estimate based on information provided by the Ministry was used. The estimated loss of revenue is around €2.9 million, and consequently, the ordinary surplus in the budget is expected to decrease from €6.2 million to €3.4 million. With regard to the bonus of €250,000, a deficit of €2.6 million is expected, which can be offset by the extraordinary budget. A full and final assessment can only be made later, once the situation has become clearer.
- Because of the COVID-19 pandemic, in a broader sense, complaints about excessive and illegal sport aviation activities over Neuhaeusgen were received in May and were satisfactorily resolved after the involvement of the Ministry.
- The PAP of the municipality has been published today and will come into force next week. A lawsuit has been filed regarding a planned corridor for soft mobility projects (*Couloir pour projets de mobilité douce*).
- Transportation is currently being planned for the delayed (due to COVID-19 restrictions) construction work in Rue du Village in June 2020 and the closure of Old-Schuttrange. Work on the other construction sites is continuing. In accordance with guidance issued by the Ministry of the Interior, the commune will try to accommodate cafés and restaurants that wish to offer outdoor service in public places, if safety regulations are respected.

Alderman Claude MARSON (LSAP) continues:

- The *mBox*, a lockable and secure bicycle parking for users of public transport, is currently being built at Munsbach station, to prevent theft when commuting. An electric charging station is also being set up there in two parking spaces reserved for electric cars.
- A new defibrillator was installed at the Scout hut in Neuhaeusgen.
- In Schrassig, the installation of LED lighting at pedestrian crossings is almost complete and, after dismantling on the weekend of 1 July, the damaged bridge will be replaced on July 10-11 by a temporary, drivable bridge with a footpath. This will be open to traffic at the end of July after necessary road adjustment work is completed.

Alderman Serge THEIN (Schëtter Bierger) adds:

- In response to questions from Councillor Jean-Pierre KAUFFMANN (DP) concerning the Syrdall regional music school, the 219 enrolments for 2020/21 were distributed among 126 students. State aid in previous years amounted to:
 - 2016/2017: 54.2%
 - 2017/2018: 57.97%
 - 2018/2019: 52.5%

- 2019/2020: *Figures not yet available.*
- Report on the second meeting this year of the SIGI Syndicate Committee, on 19 May 2020:

The presentation of the activities included the certification of the SIGI for digitalisation and the new product SIGINOVA. The financial overview, which was adopted with one abstention, showed cost savings because of the fact that the move had not yet taken place, as well as the cancellation of some Oracle licences and increases in *Chèques Service*. This reduction in expenditure results in a repayment of €0.0179 per inhabitant to the municipalities, which for Schuttrange results in a total of €7,186.34. In addition to personnel issues, there was also the approval of an agreement signed with myEnergie as part of Climate Pact 2.0. With regard to the inventory of Microsoft licenses, it was announced that it is up to the municipalities themselves to decide whether they want to continue working with MS Office licenses that are subject to a fee and are to be extended annually, or with alternatives such as OpenOffice.

On the question of Councillor Serge EICHER (DP) concerning the approval of the agreement for the *Schëtter Jugendhaus*, Mayor Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) replied that there is a general agreement between Caritas and LASEP.

The agenda is then dealt with as follows:

1. Fundamental (Primary) education

1.1. Appointment of a school officer for the 2020/21 school year

Mr Pascal PETERS is re-appointed as the officer responsible for the school in Munsbach.

> *Unanimously approved.*

1.2. Approval of the provisional organisation plan for fundamental education in the 2020/21 school year

Pascal PETERS presents in detail the provisional school organisation plan for the 2020/21 school year, on which the school commission has expressed a positive opinion. For 355 currently enrolled children (of which in Cycle 1 (Pre-school) - 44 pupils in three classes; in Cycle 1 - 80 pupils in five classes; in Cycle 2 – 71 pupils; in Cycle 3 - 86 pupils and in Cycle 4 - 77 pupils) 678 hours per week are allocated. The potential number of teaching staff hours is 568 hours, resulting in 110 hours that need to be advertised and filled. The total care coefficient is 1.8375, which correlates to 1.8375 direct teaching hours per child, per week. The 23 special educational support hours provided for children with school deficits/special educational needs and the 16.5 hours per week within the framework of the orthopedagogical project “GO” are not included in this quota. The same applies to the hours per week allocated for the new special workshop

project providing coding, robotics and other creative Makerspace activities for children in Cycles 1-4. For Cycle 1 pupils, the Schuttrange community will provide a qualified assistant to accompany pupils for school nature excursions, etc. Upon a request from Councillor Serge EICHER (DP), Pascal PETERS details recent changes in school staffing.

In response to a question from Councillor Nicolas WELSCH (DP) on the need to expand school infrastructure, Mayor Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) points out that a working group was set up to plan the expansion of school infrastructure involving, among others, parental representation, the schools and childcare facilities. Additionally, an engineering and an architectural firm was also involved and is currently further assessing the situation.

> The provisional organisation of fundamental education for the 2020/21 school year is unanimously approved.

1.3. Creation of two part-time posts for the 2020/21 school year to ensure supervision and monitoring in Cycle 1 of primary education and the filling of one of these posts

Two part-time positions of 8 and 6.5 hours per week, respectively, for the supervision and accompaniment of Cycle 1 pupil during nature excursions, visits to the swimming pool, etc. are applied for. Mrs. Marianne Zellweger will again fill the 8-hour position for the 2020/21 school year. The 6.5-hour position will be covered by “Maison Relais” child carer/s.

> Unanimously approved.

1.4. Approval of the *Plan d’Encadrement Périscolaire (PEP)* for the 2020/21 school year

Mr. Pascal Peters presents in detail the plan for out-of-school care drawn up by a working group including teachers and educators, which references positions of responsibility, infrastructures, timetables, rules of conduct and all planned projects (including holiday colonies, recycling, educational projects in cooperation with BEE Secure and the Police, Makerspace provision, etc.). The PEP is adaptable to prevailing conditions, if necessary. Mayor Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) suggested that the expansion of the school campus should be taken up and confirmed the excellent cooperation between the schools, childcare facilities and the local government.

> The Plan d’Encadrement Périscolaire (PEP) for the 2020/21 school year is unanimously approved.

1.5. Approval of the school development plan “Plan de développement scolaire” (PDS) for “Schoul An der Dällt” in Munsbach

Joëlle Max presents the School Development Plan (PDS), with which the school sets its future objectives every three years, according to need. The PDS is currently in its second year and will run from 2018 to 2021. The main objectives are to improve the well-being of all school stakeholders and to strengthen the school community so that it works together effectively. These goals and their sub-goals, which will remain active in the next school year, will be broken down in all Cycles into activities specially designed for the purpose. A particular example is the outstanding success of the implementation of sub-goal “New Media”, where the anticipated results were exceeded many times over by home-schooling activities in recent weeks, bringing teachers, pupils – and parents – enormous benefits. The goal of increasing community spirit and involvement was achieved not only through Cycle-specific activities, but also through cross-Cycle activities. Further projects, which have been proven effective, are to be newly added to this year’s school development plan, which will be maintained for the next school year. The evaluation of the implementation of sub-objectives, which was to be carried out by the end of the school year, will be postponed until the end of July due to the current situation. After the evaluation, an overall inventory and the definition of new sub-objectives will be made before work on the new PDS begins.

> The approval of the school development plan / Plan de développement scolaire (PDS) is unanimous.

1.6. Awareness of the pedagogical concept of “School-Social Pedagogy”

Joëlle Max presents the “School-Social Pedagogy” project of school social worker Pit Cales, which is jointly supported by the schools and local childcare facilities. The post was set up with the primary aim of preventing abuse and violence. It is important to be able to rely on a person who acts as an interface between the schools and childcare facilities. As a socio-pedagogical contact point for teachers, parents and pupils, his current scope of work includes problem-solving discussions, dispute resolution, orientation towards non-violence, building/developing social skills, bullying prevention, etc. The work presented orientates towards the pedagogical base concept of the function of a school social worker, an agenda to be annually updated with findings, and future projects informed by experiences on the ground. Mayor Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) expresses his great appreciation for the work of Pit Cales and its expansion, as does Councillor Jean-Pierre KAUFFMANN (DP), who asks about the success rates of dispute resolution activities. At present, no statistics are available on success rates of the various activities undertaken, but these will be presented in future annual reports.

> The pedagogical concept “School-Social Pedagogy” is acknowledged.

1.7. Approval of a modification to the agreement for the provision of swimming courses

Because of the cancellation of swimming lessons due to the COVID-19 pandemic, the agreement reached with Annick Zimmer for the provision of swimming lessons until the end of the school year is to be changed so that she will instead be an assistant in the school library two days a week from 8am to 1pm.

> Unanimously approved.

2. Municipal Finances

2.1. Approval of the status of outstanding revenue at the end of 2019

The budget surplus as of 20 May 2020 amounts to €167,700.22, of which €1,222.22 is to be written off. In the meantime, a receipt of payments totalling €20,875 has been recorded. Compared to previous years, more long-outstanding items were settled than had been previously. As Mayor Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) explains, further payments can be expected in the form of payments received late because of COVID-19-related restrictions.

> The status of the outstanding municipal revenues for the 2019 financial year was unanimously approved and the municipal revenue was granted discharge for debt claims totalling €1,222.22.

> Unanimously approved.

2.2. Approval of management accounts for the year 2018

This refers to the fact that the Ministry of the Interior must submit the administrative accounts of the municipal revenue holders, approved by the municipal council as part of the budget presentation, again to the municipal council for final approval after review. Mayor Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) explains in detail the specific comments of the Ministry of the Interior, which he considers to be of little gravity, as well as the intended approaches from the municipality towards resolution. The first priority is to ensure that the comments are submitted to the Ministry on time in the future. In appropriate cases, Councillor Serge EICHER (DP) suggests a more stringent awarding of contracts by means of the public procurement procedure. Councillor Nicolas WELSCH (DP) deeply regrets that only 29% of the value of the extraordinary budget was implemented in 2018. Projects amounting to €19 million were planned and €9.1 million of work projects were promised in the budget adjustment, but in the end, a meagre total of only €5.5 million of realised projects remains. Councillor Nicolas WELSCH (DP) suggests realistic planning and a more dynamic approach from the Mayor and Aldermen. Mayor Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) replies that anyone who has ever dealt with municipal finances knows that credits in the extraordinary budget are never fully spent. Some financial resources are planned, which will be spent faster or slower, depending on the progress of the individual projects. He emphasizes that it is not the extraordinary budget, but the PPF, which has to be permanently

adjusted, and as such, the PPF is the more meaningful instrument for a longer-term view. In many of the approved projects, planning has started in the meantime; these projects are ready for discussion and the money is invested, and each expenditure is carefully weighed up. Above all, forthcoming school expansion requires significant investment.

> The approval of management accounts for the year 2018 is unanimous.

2.3. Approval of the accounts presented by the Mayor and Aldermen for the year 2018

> The accounts presented by the Mayor and Aldermen for the year 2018 are unanimously approved.

2.4. Authorisation of revenue for the year 2019

> Extraordinary revenues amounting to €19,723 for the year 2019 are unanimously approved.

2.5. Fixing rates of assessment for property tax for the year 2021

Following last year's adjustment of rates of assessment for property tax for Category B1 (buildings for commercial purposes) from 400% to 600%, it is proposed that the rates in force should remain unchanged as follows:

- Property tax A: 295%
- Land tax B1: 600%
- Land tax B2: 295%
- Land tax B3: 145%
- Land tax B4: 145%
- Land tax B5: 295%
- Land tax B6: 295%

The DP group is arguing for a reduction in the burden on companies already burdened by the COVID-19 crisis, independent of their operating results, by reducing the B1 basic tax rate to the old level of 400%. In the ensuing discussion, Mayor Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) points out that the property tax for commercial buildings in 2019 before the 200% increase was actually very low, even when considering the advantages of the municipality's location, and the increase did not result in any public complaints. Without wishing to interfere in the allocation of tasks by the state, the municipality will use, as far as possible, all means at its disposal to support businesses in need of help.

> Approval was given by seven votes in favour and four against.

2.6. Fixing the rates of assessment for business tax for the 2021 tax year

As a sign of appreciation and to support businesses located in the municipality, the assessment rate for business tax will remain unchanged at the level of 225% for the tax year 2021.

> *Unanimously approved.*

3. Social Affairs

3.1. Approval of a contract for the provision and use of social housing in Rue Principale, Schuttrange

Taking into consideration the inherent difficulty in searching for new housing during the COVID-19 pandemic, the expiring rental contract for social housing in Rue Principale, Schuttrange is to be extended for the period from 1 May 2020 to 30 April 2021.

> *Unanimously approved.*

3.2. Approval of a contract for the provision and use of social housing in Schrassig, Fuissebur

For the reasons outlined under 3.1, the expiring rental contract for social housing in Schrassig, Fuissebur is also to be extended for the period from 1 May 2020 to 30 April 2021.

> *Unanimously approved.*

3.3. Approval of an agreement for the organisation of the *service de proximité* and home care *Handreechen Schëtter* with Aarbechtshëllef Asbl

Because of continuing need, the existing agreement with Aarbechtshëllef Asbl for the services referred to as *Handreechen Schëtter* for eligible citizens over 60 years of age, or with a disability, or recently discharged from hospital, is to be supplemented by housework, cleaning and laundry services. At present, three people receive such services from Aarbechtshëllef Asbl and one takes advantage of parallel services offered by the CIGR. In view of the differing rates (CIGR: €12 per hour, Aarbechtshëllef Asbl €14.50 per hour) and in order to maintain a level playing field (the CIGR receives additional flat-rate funding from the municipality through membership fees), Aarbechtshëllef Asbl will charge citizens an hourly rate of €12 and will charge the municipality the difference between this and the actual cost of service, which is €19 per hour. The offer, valid from 1 June, is limited to four hours per week, per beneficiary. The agreement runs from year-to-year. Councillor Serge EICHER (DP) points out that indexation must be considered.

> *Unanimously approved.*

4. Urbanism

4.1. Approval of a plan and cost estimate for a drinking water pipeline between the Parc d'Activités Syrdall and the Uebersyren water treatment plant

A water collector is to be installed along the motorway for the controlled discharge of glycol-contaminated water from the airport to the Uebersyren treatment plant, via a separate pipeline. The municipality wished to connect the project for the laying of a water pipeline between the Parc d'Activités Syrdall in Munsbach and the Rue de Mensdorf to the sewage treatment plant up to Uebersyren. The total cost of this project was €700,000, including fees. For the planned cycle path connecting Syrdall to the Luxembourg-City transfer platform, the Minister for Mobility has been contacted requesting a contribution to financing. In response to the objection of Councillor Serge EICHER (DP) that only €260,000 had been budgeted, Mayor Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) explained that this specific part of a complex construction project affecting the municipality had to be planned with many unknown factors and that, in particular, underground work had become considerably more expensive. Consequently, the PPF must be adapted to consider this. When asked by Councillor Nicolas WELSCH (DP) whether the cycle path had already been included in the planning of the wastewater collector from the airport to the treatment plant, Mayor Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) explained to him that the planning office had confirmed that the construction of this path was possible in principle and that further details would be clarified in a future meeting with the Ministry.

> Unanimously approved.

4.2. Approval of an agreement for the installation and maintenance of a charger for electric buses

The municipality will make its land available to the transport company Voyages Emile Weber, for a user fee of €1 per year, in order to set up a transformer and charging station at the *Schëtter Haardt* turning point in Neuhaeusgen for the charging of electric buses. The agreement, which runs from year to year, will begin on 1 June 2020.

> Unanimously approved.

5. Right of first refusal

5.1. Decision on the exercise of the right of first refusal on a plot of land in Neuhaeusgen, Rue de la Vallée

> The municipal council unanimously waives exercise of the pre-emptive right to purchase a plot of land of 10.39 acres in Neuhaeusgen, Rue de la Vallée, at a price of €1,150,000.

6. Personnel matters

6.1. Creation of a post for a municipal employee, Category B, Group B1 (former career D), sub-group Administrative, for the municipal secretariat, the school service and the care structures

> The municipal council unanimously decides to create a position for a municipal employee for the municipal secretariat, the school service and the care structures.

7. Agenda item proposed by the political party Déi Gréng–Schëtter

7.1. Comments from the Municipality of Schuttrange during the public consultation in Belgium on the future strategy for the long-term management of high-level and/or long-lived radioactive waste

Councillor Nora FORGIARINI (Déi Gréng) explains the background and content of the submitted resolution with the aim of participating in public consultation. The Belgian authority for nuclear waste (Ondraf) published a public consultation on 15 April 2020 on a future strategy for underground disposal of nuclear waste, to which citizens and municipalities can respond (including on a cross-border basis), by 13 June 2020. The environmental impact study already mentions seven Belgian rock formations near the Luxembourg border as possible final waste disposal sites, whose geological strata extend towards Luxembourg (e.g. the Gaume, which begins 5 km from the border, or the Synclinal de Neufchâteau, which extends onto the reservoir “Stausee”). As Councillor Nora FORGIARINI (Déi Gréng) points out, there is a lack of transparency in the approach and inconsistencies (including a lack of attention to cross-border risks such as the Grand Duchy’s water supply, as well as conflict with the Espoo Agreement and the EU directive on environmental impact assessments). In addition to the Cattenom and Tihange nuclear power plants, which both border Luxembourg; a nuclear waste repository is now to be built on the Grand Duchy’s doorstep, without full knowledge of the potential long-term effects on the health and safety of citizens. Against this background, it encourages the active participation of as many municipalities, organisations and citizens as possible in influencing the Belgian government.

Compared to the resolution proposed by the Syvicol municipal syndicate, the resolution of the Déi Gréng party presents three additional paragraphs, which are intended to present a more differentiated voice to the Belgian authorities. It should be noted that the resolution could only be submitted by post before the deadline. The City of Luxembourg has already adopted the resolution, as has the municipality of Roeser, with an addendum.

In the discussion that follows, Councillor Nicolas WELSCH (DP) and Councillor Serge EICHER (DP) present a motion, which aims to ensure the safety of the inhabitants of the municipality of Schuttrange. For this reason, the DP will support this motion. However, it should be borne in mind that Luxembourg still obtains 10.4% of its electrical energy from abroad as nuclear power, while at

the same time disposing of nuclear waste (e.g. medical waste) in Belgium itself. The disposal of existing nuclear waste is a real problem. However, the motion itself criticises the lack of alternatives and the fact that the Déi Gréng party has no new solutions either. As of today, the nuclear waste is temporarily stored in Belgium, with significant risks, and it is understandable that the Belgian state is seeking a definitive solution. However, this solution must not pose any risk to inhabitants of the Grand Duchy. As a sovereign state, Belgium can do as it wishes within its own borders, but it should be noted that the public consultation must identify possible risks for neighbouring countries and do everything possible to minimise those risks.

Mayor Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) proposes to add to the resolution a passage inviting the Minister of the Environment to regularly inform the municipalities on the current situation concerning the implementation of future strategies for the long-term management of high-level and/or long-lived radioactive waste in Belgium and to involve them in the procedure as soon as a site near Luxembourg is retained.

> The municipal council decides unanimously:

- to reject the draft plan for geological disposal by the Belgian authorities as presented,
- to postpone the public consultation until the draft plan for the geological disposal of high-level and/or long-lived radioactive waste has been finalised and made more objective, and until a genuine public debate has been launched on the best or least harmful means of disposing of high-level and/or long-lived radioactive waste.

8. Written questions from the councillors

There are no written questions from the councillors.

Gemeinderat Schüttringen **Sitzung des Gemeinderats vom 27.05.2020**

Anwesend:

Der Bürgermeister, Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger)
die Schöffen, Claude MARSON (LSAP) und Serge THEIN (Schëtter Bierger),
die Räte, Gilles ALTMANN (CSV), Alie ALTMEISCH-BROEKMAN (Schëtter Bierger), Vic
BACK (Schëtter Bierger), Serge EICHER (DP), Nora FORGIARINI (Déi Gréng), Jean-Pierre
KAUFFMANN (DP), Liliane RIES-LEYDER (DP), Nicolas WELSCH (DP)

Der Gemeindesekretär, Alain DOHN

Bürgermeister Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) begrüßt die anwesenden Räte, die Vertreter der Presse und die anwesenden Bürger/innen zu dieser 5. Sitzung in 2020. Er weist darauf hin, dass auf Antrag der Partei „Déi Gréng – Schëtter“ als zusätzlicher Tagesordnungspunkt 7 eine Stellungnahme der Gemeinde Schüttringen im Rahmen einer öffentlichen Konsultation Belgiens über die zukünftige Strategie für die langfristige Entsorgung hochaktiver und/oder langlebiger radioaktiver Abfälle diskutiert werden soll.

Zu Beginn berichtet der Bürgermeister im Rahmen der durch die COVID-19 Pandemie gekennzeichneten Situation in der Gemeinde:

- Die Wiederaufnahme der Schul- und Kinderbetreuungsaktivitäten am 25. Mai hat infolge der umfangreichen Vorbereitungen über die vorangegangenen Wochen gut geklappt. Bürgermeister Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) spricht dem Personal und der Direktion der Schule und der Maison Relais sowie den Eltern, dem Empfangspersonal, den Arbeitern, dem Sicherheitsdelegierten und den Dienststellen der Gemeinde sowie der Polizei hierfür den Dank der Gemeinde aus. Seitens der DP-Fraktion bedankt sich Liliane RIES-LEYDER (DP) ebenfalls bei allen Beteiligten für die beeindruckende Organisation des Schulanfangs sowie alle Aktivitäten im Rahmen des „Homeschoolings“.
- Die Verteilung der 50 zusätzlich vom Staat zur Verfügung gestellten Atemschutzmasken läuft seit dem 25. Mai 2020 reibungslos.
- Bei dieser Gelegenheit sagt Bürgermeister Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) der Regierung ein großes Dankeschön für die geleistete Arbeit, auch wenn die zu treffenden Entscheidungen nicht immer einfach, aber im Interesse der Gesundheit der Bürger geboten waren. Die Gemeinde habe vom Staat stets Unterstützung bzw. präzise Informationen und Anweisungen erhalten. Er weist darauf hin, dass die Situation trotz der Wiederöffnungen noch nicht vorbei ist und es weiter gilt, vorsichtig zu sein.
- Die zahlreichen Anfragen der Vereine werden unter Wahrung von Vorsicht von Fall zu Fall behandelt. Während für Tennis und Petanque das reine Spielen (kein Unterricht) erlaubt wurde nach Maßgabe der von der Regierung erlassenen

Hygienemaßnahmen und Abstandsregeln, wartet man beim Fußball auf die Vorlage eines vom Verein angekündigten Konzepts. Aus Sicherheits- und auch logistischen Gründen wie der Sicherstellung regelmäßiger Desinfektion, Regelung der sozialen Distanzierung, etc. werden nicht alle Sporthallen direkt wieder geöffnet werden können. Die Vereine werden deshalb um Verständnis gebeten.

- Das Gemeindepersonal arbeitet zum großen Teil wieder in der Gemeindeverwaltung unter Beibehaltung von tageweiser Telearbeit. Für gefährdete Personen, die gerne vor Ort arbeiten wollten, wurden besondere Schutzvorrichtungen getroffen und 3 Mitarbeitern wurde Urlaub aus familiären Gründen gewährt.
- Bezüglich der finanziellen Auswirkungen auf die Gemeindefinanzen wurde mittels eines groben Überschlages auf Basis der Angaben des Ministeriums ein Einnahmeausfall von rund 2,9 Mio. Euro geschätzt, so dass von einer Verringerung des ordentlichen Überschusses im Budget von 6,2 Mio Euro auf 3,4 Mio. Euro auszugehen ist. Beim Boni von 250.000 Euro wird mit einem Defizit von 2,6 Mio. Euro gerechnet, was durch das außerordentliche Budget ausgeglichen werden könne. Eine abschließende Beurteilung ist erst bei mehr Klarheit der Situation zu einem späteren Zeitpunkt möglich.
- Als Folge der COVID-19-Pandemie im weiteren Sinn kam es im Mai zu Beschwerden wegen überhandnehmender, vorschriftswidriger Sportfliegerei-Aktivitäten über Neuhaeusgen, die nach Einschaltung des Ministeriums zufriedenstellend gelöst wurden.
- Der PAP der Gemeinde ist am heutigen Tag veröffentlicht worden und wird ab der nächsten Woche in Kraft treten. Wegen eines vorgesehenen Korridors für Projekte der sanften Mobilität (*«Couloir pour projets de mobilité douce»*) liegt eine Klage vor.
- Für den infolge der COVID-19-Beschränkungen verzögerten Beginn der Baustelle in der Rue du Village im Juni 2020 und der Sperrung von Alt-Schüttringen wird aktuell die Organisation des Transports geplant. Die anderen Baustellen laufen weiter. Entsprechend einem Rundschreiben des Innenministeriums wird die Gemeinde versuchen, Cafés und Gaststätten, die eine Bewirtung im Freien an einem öffentlichen Ort anbieten wollen, entgegenzukommen, sofern Sicherheitsbestimmungen eingehalten werden.

Schöffe Claude MARSON (LSAP) führt weiter aus:

- Am Münsbacher Bahnhof wird aktuell eine mBox, eine verschließbare Fahrradabstellanlage zum Schutz vor Diebstahl bei anschließender Weiterfahrt mit anderen öffentlichen Verkehrsmitteln, errichtet. Ebenfalls wird dort eine elektrische Aufladestation an zwei für Elektroautos reservierten Parkplätzen eingerichtet.
- Am Scouts Chalet in Neuhaeusgen wurde ein neuer Defibrillator installiert.
- In Schrassig ist die Installation der LED-Leuchten zur Beleuchtung der Fußgängerüberwege fast abgeschlossen und die beschädigte Brücke wird nach Abbau am 1. Juli-Wochenende am 10./11. Juli durch eine provisorische, befahrbare Brücke mit Gehweg ersetzt, die nach Straßenanpassungsarbeiten Ende Juli für den Verkehr zugänglich ist.

Schöffe Serge THEIN (Schëtter Bierger) ergänzt:

- In Beantwortung der Fragen von Rat Jean-Pierre KAUFFMANN (DP) zur regionalen Musikschule Syrdall: Die 219 Einschreibungen für das Jahr 2020/2021 haben sich auf 126 Schüler verteilt. Staatliche Beihilfen erfolgten in den Vorjahren in Höhe von
 - 2016/2017: 54,2 %
 - 2017/2018: 57,97 %
 - 2018/2019: 52,5 %
 - 2019/2020: *Zahlen liegen noch nicht vor.*
- Bericht über 2. Versammlung des Komitees des Syndikats SIGI in diesem Jahr am 19.05.2020:
Die Vorstellung der Aktivitäten umfasste u.a. die Zertifizierung des SIGI bei der Digitalisierung und das neue Produkt SIGINOVA. Die mit einer Enthaltung angenommene finanzielle Übersicht ergab Kosteneinsparungen infolge des noch nicht erfolgten Umzugs sowie der Streichung einiger Oracle-Lizenzen bzw. Kostenerhöhungen durch „Chèques services“. Die Ausgabenreduzierung führt zu einer Rückzahlung von 1,79 Eurocent pro Einwohner an die Gemeinden, was für Schüttringen einen Gesamtbetrag von 7.186,34 Euro bedeutet. Neben Personalfragen ging es weiterhin um die Genehmigung der im Rahmen des Klimapakts 2.0 mit myEnergie unterschriebenen Konvention. Bezüglich des Inventars von Microsoft-Lizenzen wurde mitgeteilt, dass es den Gemeinden selbst überlassen bleibe, ob sie weiter mit kostenpflichtigen und jährlich zu verlängernden MS Office-Lizenzen arbeiten wollen oder mit anderen Alternativen wie Libre Office.

Zu der Frage von Rat Serge EICHER (DP) im Zusammenhang mit der Genehmigung der Konvention für das „Schëtter Jugendhaus“ informiert Bürgermeister Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger), dass eine allgemeine Konvention der Caritas mit der LASEP besteht.

Sodann wird die Tagesordnung wie folgt abgehandelt:

1. Grundschulunterricht

1.1. Benennung eines Schul-Verantwortlichen für das Schuljahr 2020/2021

Herr Pascal PETERS wird erneut als Schul-Verantwortlicher für die Schule in Münsbach benannt.

> Die Genehmigung erfolgt einstimmig.

1.2. Genehmigung der provisorischen Organisation des Grundschulunterrichts für das Schuljahr 2020/2021

Pascal Peters stellt die provisorische Schulorganisation für das Schuljahr 2020/21, zu der die Schulkommission eine positive Stellungnahme abgegeben hat, im Detail vor. Für 355 aktuell eingeschriebene Kinder (davon im Zyklus 1/Précoce: 44 in 3 Klassen, im Zyklus 1: 80 in 5 Klassen, im Zyklus 2: 71, im Zyklus 3: 86 und im Zyklus 4: 77) sind 678 Wochenstunden zugeteilt. Das Stundenpotenzial der Lehrkräfte beträgt 568 Stunden, so dass 110 Stunden auszuschreiben bzw. zu besetzen sind. Der Betreuungskoeffizient beträgt insgesamt 1,8375, was pro Kind pro Woche 1,8375 Direktunterrichtsstunden

bedeutet. Die für Kinder mit schulischen Defiziten und besonderem Förderbedarf vorgesehenen 23 sonderpädagogischen Förderstunden bzw. die 16,5 Wochenstunden im Rahmen des ortho-pädagogischen Projektes „GO“ werden nicht in das Kontingent hineingerechnet. Gleiches gilt für die Wochenstunden für das neue Spezialprojekt „Werkstatt“ mit Coding-, Robotics- und anderen kreativen Makerspace-Aktivitäten für Kinder der Zyklen 1 – 4. Von der Gemeinde Schüttringen wird im Zyklus 1 eine Begleitperson für Ausflüge in den Wald etc. zur Verfügung gestellt. Auf Nachfrage von Rat Serge EICHER (DP) erläutert Pascal PETERS Einzelheiten zu Änderungen beim Schulpersonal.

Zur Frage von Rat Nicolas WELSCH (DP) zur benötigten Erweiterung der Schulinfrastrukturen, weist Bürgermeister Jean-Paul JOST (Schütter Bierger) auf die zur Planung des Ausbaus des Schulkomplexes gegründete Arbeitsgruppe mit Einbindung u.a. der Vertretung der Eltern, der Schule und der Maison Relais sowie eines Ingenieurs- und eines Architektenbüros hin, die gegenwärtig eine Bestandsaufnahme macht.

> Die Genehmigung der provisorischen Organisation des Grundschulunterrichts für das Schuljahr 2020/2021 erfolgt einstimmig.

1.3. Schaffung von zwei Teilzeitstellen für das Schuljahr 2020/2021 zur Sicherstellung der Aufsichtszeiten und Begleitung im Zyklus 1 des Grundschulunterrichts und Besetzung von einer der Stellen

Zwei Teilzeitstellen von je 8 bzw. 6,5 Wochenstunden für die Aufsichtszeiten und die Begleitung der Klassen des Zyklus 1 bei Ausflügen in den Wald, Schwimmbadbesuchen etc. werden beantragt. Die 8 Stunden-Stelle wird für das Schuljahr 2020/21 erneut an Frau Marianne Zellweger vergeben. Die 6,5 Stunden werden vom Personal der Maison Relais übernommen.

> Die Genehmigung erfolgt einstimmig.

1.4. Genehmigung des „Plan d’Encadrement Périscolaire“ (PEP) für das Schuljahr 2020/2021

Herr Pascal Peters stellt im Einzelnen den von einer u.a. mit Lehrern und Erziehern besetzten Arbeitsgruppe erstellten Plan zur außerschulischen Betreuung mit den Verantwortlichen, Infrastrukturen, Zeitplänen, Verhaltensregeln sowie den geplanten Projekten (u.a. Ferienkolonien, Recycling, Pädagogikprojekt in Zusammenarbeit mit BEE Secure und der Polizei, Makerspace, etc.) vor. Bei Änderungen von Rahmenbedingungen kann der PEP jederzeit angepasst werden. Bürgermeister Jean-Paul JOST (Schütter Bierger) regt an, den Ausbau des Schulcampus noch mitaufzunehmen und bestätigt die exzellente Zusammenarbeit zwischen Schule/Maison Relais und der Gemeindeverwaltung.

> Die Genehmigung des Plan d’Encadrement Périscolaire (PEP) für das Schuljahr 2020/2021 erfolgt einstimmig.

1.5. Genehmigung des Schulentwicklungsplans/Plan de développement scolaire (PDS) für die „Schoul An der Dällt“ in Munsbach

Joëlle Max präsentiert den Schulentwicklungsplan (PDS), mit dem die Schule ihren Bedürfnissen entsprechend im Drei-Jahres-Rhythmus ihre Ziele zur Orientierung festlegt. Aktuell befindet man sich im zweiten Schuljahr des von 2018 bis 2021 laufenden PDS, dessen Hauptzielsetzungen die Steigerung des Wohlbefindens aller Akteure im Schulbereich bzw. die Stärkung der Schulgemeinschaft zwecks effektiver Zusammenarbeit sind. Diese Ziele und deren Unterziele, die auch im nächsten Schuljahr aktuell bleiben, werden in allen Zyklen durch speziell hierfür konzipierte Aktivitäten heruntergebrochen. Frappantes Beispiel ist der eklatante Erfolg beim der Umsetzung des Unterziels „Neue Medien“, wo die eigentliche Planung durch die Homeschooling-Aktivitäten in den letzten Wochen um ein Mehrfaches übertroffen wurde, was die Lehrkräfte, Schüler und auch die Eltern enorm weitergebracht habe. Das Gemeinschaftsgefühlsziel wurde nicht nur durch Zyklen-spezifische, sondern auch durch Zyklen-übergreifende Aktivitäten umgesetzt. Neu in dem diesjährigen Schulentwicklungsplan ist eine Auflistung bewährter, bereits existierender Projekte im Anhang, die im nächsten Schuljahr beibehalten werden. Die eigentlich bis zum Schuljahresende durchzuführende Evaluierung der Umsetzung der Unterziele wird wegen derzeitiger anderer Prioritäten bis Ende Juli verschoben. Nach der Evaluierung wird eine Gesamtbestandsaufnahme bzw. die Festlegung neuer Unterziele erfolgen, bevor die Arbeiten für den neuen PDS beginnen.

> Die Genehmigung des Schulentwicklungsplans/Plan de développement scolaire (PDS) erfolgt einstimmig.

1.6. Kenntnisnahme des pädagogischen Konzepts „Schulsozialpädagogik“

Joëlle Max stellt das gemeinsam von der Schule und der Maison Relais unterstützte Projekt „Schulsozialpädagogik“ des Schulsozialarbeiters Pit Cales vor. Seine Stelle wurde vor dem Hintergrund von Gewaltprävention eingerichtet. Wichtig ist der Schule, dabei auf eine Person zurückgreifen zu können, die an der Schnittstelle zwischen Schule und Maison Relais bzw. anderen Betreuungseinrichtungen agiert. Als sozialpädagogische Anlaufstelle für Lehrer, Eltern und Schüler umfasst sein aktueller Einsatzbereich vor allem Problemlösungsgespräche, Streitschlichtung, Orientierung zu Gewaltfreiheit, Aufbau/Vertiefung von Sozialkompetenzen, Mobbingprävention etc. Die vorgestellte Arbeit besteht aus der theoretischen, pädagogischen Grundkonzeption der Funktion eines Schulsozialarbeiters und einem jährlich zu aktualisierenden Anhang mit Projekten aus der konkreten Arbeit vor Ort. Bürgermeister Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) spricht der Arbeit von Pit Cales und seiner Ausarbeitung seine große Anerkennung aus, ebenso wie Rat Jean-Pierre KAUFFMANN (DP), der nach dem Anteil an Streitschlichtungsaktivitäten fragt. Derzeit liegen noch keine statistischen Angaben über den Anteil der verschiedenen Aktivitäten vor, die aber in der Zukunft im Rahmen eines Jahresberichts vorgelegt werden sollen.

> Das pädagogischen Konzept „Schulsozialpädagogik“ wird anerkennend zur Kenntnis genommen.

1.7. Genehmigung einer Modifikation der Konvention für das Angebot von Schwimmkursen

Wegen des Ausfalls des Schwimmunterrichts durch die Corona-Pandemie soll die mit Annick Zimmer abgeschlossene Konvention für die Erteilung von Schwimmunterricht bis zum Schuljahresende in eine Assistenz­tätigkeit in der Schulbibliothek an zwei Tagen in der Woche von 8 bis 13 Uhr abgeändert werden.

> Die Genehmigung erfolgt einstimmig.

2. 2. Kommunale Finanzen

2.1. Genehmigung des Standes der ausstehenden Einnahmen zum Schluss des Jahres 2019

Der Restan­tenetat beläuft sich per 20. Mai 2020 auf insgesamt 167.700,22 Euro, von denen 1.222,22 Euro abgeschrieben werden sollen. Zwischenzeitlich wurde noch ein Zahlungseingang von 20.875 Euro verzeichnet. Im Vergleich zu den Vorjahren wurden einige der schon lange ausstehenden Positionen beglichen. Wie Bürgermeister Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) erläutert, könne mit weiteren Zahlungen gerechnet werden, soweit die nicht fristgerechte Begleichung eine Folge der krisenbedingten Beschränkungen gewesen wäre.

> Der Stand der noch für das Rechnungsjahr 2019 ausstehenden Gemein­de­ein­nahmen wurde einstimmig genehmigt und dem Gemein­de­ein­nehmer Entlastung für Schuldforderungen in einer Gesamthöhe von 1.222,22 Euro gewährt.

> Die Genehmigung erfolgt einstimmig.

2.2. Genehmigung der Verwaltungskonten für das Jahr 2018

Hintergrund ist, dass die vom Gemeinderat im Rahmen der Budgetpräsentation genehmigten Verwaltungskonten des Gemein­de­ein­nehmers nach Kontrolle durch das Innenministerium erneut abschließend dem Gemeinderat zur Genehmigung zu unterbreiten sind. Bürgermeister Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) erläutert im Einzelnen den spezifischen Hintergrund der als wenig gravierenden qualifizierten Anmerkungen des Innenministeriums sowie beabsichtigte Lösungsansätze der Gemeinde. An erster Stelle steht hierbei die Sicherstellung der fristgerechten Übermittlung an das Ministerium in der Zukunft. Rat Serge EICHER (DP) regt bei relevanten Fällen eine stringen­tere Auftragserteilung im Wege des Vergabeverfahrens für öffentliche Aufträge an. Rat Nicolas WELSCH (DP) **bedauert in höchstem Maße dass im Jahre 2018 nur 29% des Volumens des** außerordentlichen Haushalts umgesetzt wurden. Es waren Projekte in Höhe von 19 Mio. Euro geplant, bei der Budgetanpassung wurden noch 9,1 Mio Euro an umgesetzten Arbeiten versprochen und schlussendlich bleibt ein mageres Resultat von nur 5,5 Mio Euro realisierter Projekte Rat Nicolas WELSCH (DP) regt realistische Planungen und eine dynamischere Vorgehensweise des Schöffenrats an. Bürgermeister Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) erwidert dass jeder der sich irgendwann mit den Gemein­de­finanzen auseinandergesetzt hat weiß dass die Kredite im außerordentlichen Haushalt nie ganz ausgegeben werden. Man habe gewisse

Finanzmittel vor, welche je nach Verlauf der Projekte schneller oder weniger schnell ausgegeben werden. Er betont, dass nicht das außerordentlichen Budget, sondern für eine längerfristige Sichtweise der permanent anzupassende PPF das aussagekräftigere Instrument ist. Bei vielen der genehmigten Projekte seien die Planungen zwischenzeitlich angelaufen, die Projekte spruchreif und damit werde das Geld investiert, wobei jeder Ausgabe umsichtig abgewogen werde. Vor allem der anstehende Schulausbau bedeute hohe Investitionen.

> Die Genehmigung der Verwaltungskonten für das Jahr 2018 erfolgt einstimmig.

2.3. Genehmigung der Konten des Schöffensrates für das Jahr 2018

> Die Genehmigung der Konten des Schöffensrats für das Jahr 2018 erfolgt einstimmig.

2.4. Genehmigung von Einnahmen für das Jahr 2019

> Nachträglich werden für das Jahr 2019 außerordentliche Einnahmen in Höhe von 19.723 Euro einstimmig genehmigt.

2.5. Festsetzung der Hebesätze für die Grundsteuer für das Jahr 2021

Nach Anpassung der Hebesätze für die Grundsteuer der Kategorie B1 (Gebäude für gewerbliche Zwecke) im Vorjahr von 400 % auf 600 % wird eine unveränderte Beibehaltung der gültigen Sätze wie folgt vorgeschlagen:

- Grundsteuer A: 295 %
- Grundsteuer B1: 600 %
- Grundsteuer B2: 295 %
- Grundsteuer B3: 145%
- Grundsteuer B4: 145 %
- Grundsteuer B5: 295 %
- Grundsteuer B6: 295 %

Seitens der DP-Fraktion wird für eine vom Betriebsergebnis unabhängige Entlastung der bereits durch die Gesundheitskrise belasteten Betriebe durch Rückführung des B1-Grundsteuersatzes auf das alte Niveau plädiert. In der anschließenden Diskussion weist Bürgermeister Jean-Paul JOST (Schütter Bierger) darauf hin, dass die Grundsteuer für Gewerbegebäude in 2019 vor der Erhöhung um 200 % im Vergleich sehr niedrig war, auch unter Berücksichtigung der Standortvorteile in der Gemeinde. Auch hätte die Maßnahme keine öffentlichen Reklamationen zur Folge gehabt. Ohne in die Aufgabenzuweisungen des Staates eingreifen zu wollen, werde die Gemeinde, soweit möglich, Hilfe benötigende Betriebe mit den ihr zur Verfügung stehenden Mitteln unterstützen.

> Die Genehmigung erfolgt mit sieben Ja-Stimmen bei vier Gegenstimmen

2.6. Festsetzung der Hebesätze für die Gewerbesteuer für das Steuerjahr 2021

Als Wertschätzung und zur Unterstützung der in der Gemeinde ansässigen Betriebe bleibt der Hebesatz für die Gewerbesteuer im Steuerjahr 2021 unverändert auf dem niedrigen Niveau von 225%.

> Die Genehmigung erfolgt einstimmig.

3. Sozialangelegenheiten

3.1. Genehmigung eines Vertrages über die Bereitstellung und Nutzung einer Sozialwohnung in Schüttringen, Rue Principale

Vor dem Hintergrund der erschwerten Bedingungen bei der Suche nach einer neuen Wohnung während der Corona-Pandemie soll der auslaufende Mietvertrag über die Sozialwohnung in der Rue Principale in Schüttringen für den Zeitraum vom 01.05.2020 – 30. 04.2021 verlängert werden.

> Die Genehmigung erfolgt einstimmig.

3.2. Genehmigung eines Vertrages über die Bereitstellung und Nutzung einer Sozialwohnung in Schrassig, Fuissebur

Aus den unter 3.1. genannten Gründen soll auch der auslaufende Mietvertrag über die Sozialwohnung in Schrassig, Fuissebur für den Zeitraum vom 01.05.2020 – 30. 04.2021 verlängert werden.

> Die Genehmigung erfolgt einstimmig.

3.3. Genehmigung einer Konvention zur Organisation des „Service de proximité“ und der häuslichen Betreuung „Handreechen Schëtter“ mit der „Aarbechtshëllef asbl“

Wegen des vorhandenen Bedarfes soll die mit der Aarbechtshëllef bestehende Konvention über den Dienst „Handreechen Schëtter“ für anspruchsberechtigte Bürger über 60 Jahre bzw. mit einer Behinderung oder frisch aus dem Krankenhaus Entlassene um Hausarbeits-, Reinigungs- und Wäschereiarbeiten ergänzt werden. Aktuell beziehen drei Personen solche Dienstleistungen von der Aarbechtshëllef und eine nimmt das parallele Angebot des CGIR in Anspruch genommen. Vor dem Hintergrund der unterschiedlichen Tarife (CGIR: 12 Euro pro Stunde, Aarbechtshëllef: 14,50 Euro) und zur Wahrung gleicher Ausgangsbedingungen (das CIGR erhält über die Mitgliedsbeiträge weitere pauschale Finanzmittel der Gemeinde) soll Bürger/innen seitens der Aarbechtshëllef ein Stundensatz von 12 Euro und der Gemeinde die Differenz zu den realen Kosten von 19 Euro pro Stunde in Rechnung gestellt werden. Das ab 1. Juni geltende Angebot ist auf 4 Stunden pro Woche pro Anspruchsberechtigten beschränkt. Die Konvention läuft von Jahr zu Jahr. Rat Serge EICHER (DP) weist drauf hin, dass die Indexierung zu berücksichtigen ist.

> Die Genehmigung erfolgt einstimmig.

4. Urbanismus

4.1. Genehmigung eines Plans und Kostenvoranschlags für eine Trinkwasserleitung zwischen dem Parc d'Activités Syrdall und der Kläranlage Uebersyren

Zur kontrollierten Ableitung des mit Glykol verunreinigten Wassers vom Flughafen zur Kläranlage in Uebersyren über eine getrennte Leitung soll ein Wasserkollektor entlang der Autobahn errichtet werden. Die Gemeinde wollte

dieses Projekt für die Verlegung einer Wasserleitung zwischen dem Parc d'Activités Syrdall in Münsbach und der rue de Mensdorf an die Kläranlage bis Übersyren anzuschließen. Die Gesamtkosten hierfür belaufen sich auf 700.000 Euro, einschließlich von Honoraren. Für den geplanten Fahrradweg, mit dem das Syrdall an die Umsteigeplattform Luxemburg-Stadt angeschlossen wird, ist der Minister für Mobilität wegen einer Beteiligung an der Finanzierung kontaktiert worden. Auf den Einwand von Rat Serge EICHER (DP), dass lediglich 260.000 Euro budgetiert waren, erläutert Bürgermeister Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger), dass dieser die Gemeinde betreffende Teil an dem komplizierten Gesamtbauprojekt mit vielen unbekanntem Faktoren geplant werden musste und insbesondere die Schachtarbeiten erheblich teurer geworden sind. Im PPF müsse deshalb eine entsprechende Anpassung erfolgen. Auf Nachfrage von Rat Nicolas WELSCH (DP), ob der Fahrradweg bereits in die Planung des Abwasserkollektors vom Flughafen zur Kläranlage mit eingeflossen sei erklärt Ihm Bürgermeister Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) dass das Planungsbüro bestätigt hat, dass der Bau dieser Piste prinzipiell möglich ist und dass weitere Details in einer kommenden Unterredung dem Ministerium geklärt werden.

> Die Genehmigung erfolgt einstimmig.

4.2. Genehmigung einer Konvention für die Installation und Wartung eines Ladegeräts für Elektrobusse

Die Gemeinde wird der Transportfirma Voyages Emile Weber ihr Terrain für eine Nutzungsgebühr von 1 Euro jährlich zur Verfügung stellen, um am Drehplatz „Schëtter Haardt“ in Neuhaeusgen eine Transformator- und Ladestation zur Ladung von Elektrobussen zu errichten. Die von Jahr zu Jahr laufende Konvention beginnt ab dem 1. Juni 2020.

> Die Genehmigung erfolgt einstimmig.

5. Vorkaufsrecht

5.1. Entscheidung über die Ausübung eines Vorkaufsrechts an einem Grundstück in Neuhaeusgen, rue de la Vallée

> Der Gemeinderat verzichtet einstimmig auf die Ausübung des Vorkaufsrechts an einem Grundstück von 10,39 AR in Neuhaeusgen, rue de la Vallée, zum Kaufpreis von 1.150.000 Euro.

6. Personalangelegenheiten

6.1. Schaffung einer Stelle für einen kommunalen Angestellten, Kategorie B, Gruppe B1 (ehemalige Karriere D), Untergruppe „administratif“ für das Gemeindesekretariat, den Schuldienst und die Betreuungsstrukturen

> Der Gemeinderat beschließt einstimmig die Schaffung einer Stelle für einen kommunalen Angestellten für das Gemeindesekretariat, den Schuldienst und die Betreuungsstrukturen.

7. Von der politischen Partei „Déi Gréng – Schëtter“ vorgeschlagener Tagesordnungspunkt

7.1. Stellungnahme der Gemeinde Schüttringen im Rahmen der öffentlichen Anhörung in Belgien über die zukünftige Strategie für die langfristige Entsorgung hochaktiver und/oder langlebiger radioaktiver Abfälle

Rätin Nora FORGIARINI (Déi Gréng) erläutert Hintergrund und Inhalt der eingereichten Resolution mit dem Ziel, sich an der öffentlichen Befragung zu beteiligen. Die belgische Behörde für Atommüll (Ondraf) hatte am 15. April eine öffentliche Konsultation über eine zukünftige Strategie zur unterirdischen Endlagerung von nuklearen Abfällen veröffentlicht, auf die Bürger und Gemeinden auch grenzüberschreitend bis zum 13. Juni 2020 reagieren können. In der Umweltverträglichkeitsstudie werden schon sieben belgische Felsformationen in der Nähe der luxemburgischen Grenze als mögliche Endmülllagerungs-Standorte genannt, deren geologische Schichten sich in Richtung Luxemburg erstrecken (z. B. die 5 km von der Grenze entfernt beginnende Gaume oder die sich auf den Stausee erstreckende Synclinal de Neufchâteau). Wie Rätin Nora FORGIARINI (Déi Gréng) ausführt, gibt es eine Intransparenz bezüglich der Vorgehensweise und Inkohärenzen (u.a. mangelndes Eingehen auf die grenzüberschreitenden Risiken wie z. B. die Wasserversorgung des Großherzogtums ein, Konflikt mit der Espoo-Konvention sowie der EU-Richtlinie über die Umweltverträglichkeitsprüfung). Neben den an Luxemburg angrenzenden Atomkraftwerken Cattenom und Tihange soll nun noch ein Atommüll-Endlager vor der Haustür entstehen, ohne die langfristigen Auswirkungen auf die Gesundheit und Sicherheit der Bürger zu kennen. Vor dem Hintergrund regt sie eine aktive Beteiligung von möglichst vielen Gemeinden, Organisationen und Bürger/innen an Einfluss auf die belgische Regierung zu nehmen.

Gegenüber der von dem Gemeindessyndikat Syvicol vorgeschlagenen Resolution unterscheidet sich die Resolution der Partei „Déi Gréng“ in drei zusätzlich aufgenommenen Absätzen mit dem Ziel, sich bei den belgischen Behörden differenzierter Gehör zu verschaffen. Zu beachten sei, dass die Resolution lediglich auf dem postalischen Wege vor Fristablauf eingereicht werden kann. Die Stadt Luxemburg hat die Resolution schon angenommen, ebenfalls die Gemeinde Roeser mit einer Ergänzung.

In der anschließenden Diskussion begrüßen t Rat Nicolas WELSCH (DP), und Rat Serge EICHER (DP) diese Motion welche als Ziel hat die Sicherheit der Bewohner der Gemeinde Schüttringen zu gewährleisten. Aus diesem Grund wird die DP diese Motion unterstützen. Es sei jedoch daran erinnert, dass Luxemburg immer noch 10,4 % der elektrischen Energie aus dem Ausland als Nuklearstrom bezieht, gleichzeitig selbst in Belgien nuklearen Abfall (z.B. medizinischen Abfall) entsorgt. Die Entsorgung des bestehenden nuklearen Abfalls stellt ein regelrechtes Problem dar. Doch die vorliegende Motion kritisiere man aber man zeichne keine Alternativlösung auf und auch „Déi Gréng“ hätten keine alternative Lösung. Zum heutigen Tag wird der nukleare Abfall in Belgien provisorisch gelagert, mit hohen Risiken und es ist verständlich, dass der belgische Staat eine definitive Lösung anstrebt. Diese definitive Lösung darf jedoch kein Risiko für die Bewohner des Grossherzogtums darstellen. Als souveräner Staat kann Belgien in seinem Land machen was es will man solle aber festhalten, dass im Rahmen der öffentlichen Befragung eventuelle Risiken

für die Nachbarländer aufgezeigt werden und alles getan werden muss um diese zu minimisieren.

Bürgermeister Jean-Paul JOST (Schëtter Bierger) schlägt vor, die Resolution um einen Passus zu ergänzen durch den die Umweltministerin aufgerufen wird die Gemeinden regelmäßig über den Stand der Prozedur betreffen die Umsetzung der zukünftigen Strategie für die langfristige Entsorgung hochaktiver und/oder langlebiger radioaktiver Abfälle in Belgien zu informieren und sie mit in die Prozedur einzubinden sobald ein Standort in der Nähe zu Luxemburg zurückbehalten wird.

> *Der Gemeinderat beschließt einstimmig:*

- den von den zuständigen belgischen Behörden vorgeschlagenen Entwurf eines Plans für die geologische Endlagerung in der jetzigen Fassung abzulehnen;
- die öffentliche Konsultation zu verschieben, bis der Entwurf eines Plans für die geologische Endlagerung hochaktiver und/oder langlebiger radioaktiver Abfälle abgeschlossen und objektiver ist und eine echte gesellschaftliche Debatte über die besten bzw. die am wenigsten schädlichsten Mittel zur Entsorgung hochradioaktiver und/oder langlebiger radioaktiver Abfälle eingeleitet werden konnte.

8. Schriftliche Fragen der Räte liegen nicht vor.